

La politique au jour le jour

novembre 2005 – juin 2006

Déjà paru, chez le même éditeur

Jean LEVY, Le dossier Georges Albertini

Jean LEVY et Simon PIETRI, De la République à l'Etat français

Jean LEVY, La CGT au Crédit du Nord

Jean LEVY, Jours de colère

Jean LEVY

La politique au jour le jour

novembre 2005 - juin 2006

**Chronique quotidienne et critique
des événements et des médias**

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Könyvesbolt
Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

Espace L'Harmattan Kinshasa
Fac. des Sc. Sociales, Pol. et Adm. ;
BP243, KIN XI
Université de Kinshasa – RDC

L'Harmattan Italia
Via Degli Artisti, 15
10124 Torino
ITALIE

L'Harmattan Burkina Faso
1200 logements villa 96
12B2260
Ouagadougou 12

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

© L'Harmattan, 2006
ISBN : 2-296-01827-0
EAN : 9782296018273

DISCOURS SUR LA METHODE ou POURQUOI CETTE CHRONIQUE

Dès le réveil, chaque matin, j'allume la radio, et plus précisément *France Inter*, pour écouter la tranche d'informations du '7/9'. Refusant d'entendre la voix de Lagardère, à *Europe 1*, j'aurais pu penser que la radio publique m'apporterait, sinon l'objectivité, du moins un semblant de pluralisme. C'est un raisonnement semblable qui me conduit, le soir, à me brancher sur *France 2*, pour son *JT* de 20 heures. Dans les deux cas, je suis abusé. A défaut de recevoir directement *Radio Arnaud Lagardère* et *Télé Martin Bouygues*, je capte les infos formatées par les amis politiques personnels des deux PDG.

Et comme il faut, en plus, lire un quotidien, pour se tenir au courant de l'actualité, au-delà d'un résumé rapide, sonore et illustré, je lis *Le Monde*. Pourquoi ce titre et pas un autre ? C'est un choix ancien, fait depuis sa création, en 1944. A l'époque, avec Hubert Beuve-Méry, informations et commentaires ne se confondaient pas. *Le Monde* se voulait indépendant et libre. Chacun pouvait y trouver des informations de sources différentes, laissant au lecteur le soin de conclure. Au point d'être qualifié de 'crypto-communiste' par le parti atlantiste, tout au long de la guerre froide.

Aujourd'hui, les choses ont bien changé. Son directeur, Jean-Marie Colombani, n'affirmait-il pas, au lendemain du 11 septembre 2001, «*Nous sommes tous américains*». Cette orientation n'a pas évolué, même si, parfois, de vives critiques visent Georges W. Bush et sa politique. En réalité, celles-ci ont pour souci de défendre toujours les intérêts bien compris du monde occidental et du 'libre marché', jugés mis à mal par le Président des Etats-Unis.

Si tel est mon sentiment, pourquoi s'obstiner à poursuivre l'expérience, en maugréant, jour après jour, en écoutant *France Inter* et *France 2* et en lisant le journal *Le Monde* ? Comme bien d'autres citoyens, serais-je, à ce point intoxiqué qu'il me faut ma dose quotidienne de drogue ?

Il existe pourtant d'autres quotidiens. Mais ils sont officiellement la propriété de marchands d'armes ou de banquiers, qu'ils soient marqués franchement à droite, comme *Le Figaro*, ou 'libéral libertaire' à la mode Rothschild, tel *Libération*.

Certes, il y a aussi *L'Humanité* qui défend d'autres valeurs. Il se veut le quotidien du progrès social.

Mais, ses analyses et ses positions ne lui permettent pas d'être un grand journal d'information national et international.

Donc, il reste *Le Monde*.

Le Monde, qui se veut 'journal de référence', doit tenir compte de la grande diversité de ses lecteurs en leur offrant de nombreuses rubriques, des tribunes libres divergentes de l'orientation éditoriale. Il veut se donner des airs de liberté.

Alors, je continue de le lire.

Ses orientations politiques et économiques, ses commentaires de l'actualité, permettent d'éclairer le lecteur sur ce que pensent les 'élites' européennes, leurs réactions, leurs visions de l'avenir.

Il est utile de les connaître, au besoin en les décodant, pour comprendre la politique menée par les cercles du pouvoir, à Paris comme à Bruxelles ou à Washington.

Ainsi, chaque jour, tant à la radio qu'à la télé et dans le journal, les chroniques des uns, les commentaires des autres, la façon d'aborder les problèmes et la manière de 'choisir' l'information, de la présenter, devraient permettre au lecteur, à l'auditeur et au téléspectateur, de mettre en perspective les événements, à partir des positions de l'adversaire.

En sortant de l'éphémère qui caractérise l'information, - elle se substitue immédiatement à l'information précédente -, «*La politique au jour le jour*», sous forme de chronique quotidienne des événements, a pour objectif de graver, sinon dans le marbre, du moins dans la mémoire, les paroles qui s'envolent, les positions qui changent, les affirmations contredites, des hommes politiques de droite, qui nous dirigent aujourd'hui, comme celles de ceux qui s'affirment 'de gauche', qui visent à leur succéder demain.

Le lecteur pourra ainsi se rappeler à leur bon souvenir.

Cette volonté d'analyse des événements et des pratiques, utilisées par les médias pour manipuler l'opinion, n'empêche pas cet ouvrage d'être, également, le fruit de la colère, de l'indignation, face à la mise en condition permanente de la population, par l'image, les titres, les non-dits et l'assurance satisfaite et impudente des spécialistes de la communication, de ceux qui 'font' l'information.

Et cette colère et cette indignation ont été à l'origine de ce livre.

2005

NOVEMBRE

MARDI 8 NOVEMBRE

Depuis le 28 octobre, chaque nuit, des centaines de voitures brûlent, en banlieue parisienne et dans de nombreuses villes de province. Les jeunes de ces quartiers expriment ainsi, brutalement, leur révolte contre la violence sociale et les humiliations quotidiennes dont ils sont victimes. Peut-on condamner leurs actions, les qualifier d'actes de délinquance, sans comprendre leur degré d'exaspération ?

Le sentiment de rejet, d'exclusion, d'humiliation, d'être les 'indigènes de la République', conduit à la révolte. Les milieux bien pensants prennent peur. Ils exigent, aujourd'hui comme hier, la répression contre les jeunes, tous affublés du qualificatif de dealers, de bandes maffieuses, de « racaille », qu'il faut « nettoyer au karcher », selon les propos du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy. Quant à l'état d'urgence, il donne aux préfets le droit d'établir un couvre-feu dans un quartier ou une banlieue.

Rappelons que sa dernière utilisation en France date du 17 octobre 1961. Elle visait les 'nord-africains', assignés à résidence dans leurs bidonvilles. Le préfet qui a appliqué ce couvre-feu à Paris se nommait Maurice Papon. On connaît le bain de sang qui s'ensuit, dont ont été victimes des milliers d'Algériens qui manifestaient pacifiquement à Paris.

MERCREDI 9 NOVEMBRE

Moins de voitures brûlées, cette nuit, selon les statistiques officielles. Et pourtant, le décret sur l'état d'urgence est paru, ce matin, au Journal officiel.

73% des Français approuvent cette mesure, indique un sondage. Pas étonnant : tous les médias renvoient en boucle les images d'incendies d'écoles et de crèches détruites.

Les évènements, vus d'un fauteuil, bien au chaud, laissent entendre que nous sommes en pleine guerre civile...

Les milieux politiques approuvent majoritairement les décisions gouvernementales. Certes, des députés UMP, Philippe de Villiers, et, naturellement, Le Pen, en rajoutent : ils demandent l'intervention de l'armée. La majorité de droite soutient de Villepin et Sarkozy. Le PS admet la priorité du retour à l'ordre, tout en rappelant la nécessité de prendre des mesures sociales. Seuls, à l'Assemblée, le PCF et les Verts s'élèvent contre l'état d'urgence, dénonçant la répression comme réponse à la situation. Hors de l'Assemblée, la LCR et des groupes dissidents communistes sont sur la même ligne.

JEUDI 10 NOVEMBRE

Résultats attendus du vote des militants socialistes : 55% pour la motion Hollande, moins de 20% pour celle de Fabius et près de 25% pour NPS, la tendance Montebourg-Peillon. Pas encore d'informations sur le nombre de votants. Et maintenant, que va faire Fabius ? Va-t-il s'incliner et rentrer dans le rang ? S'il en était ainsi, il ruinerait son avenir et son ambition présidentielle. D'autre part, un PS uni derrière DSK, Lang, Hollande ou Ségolène perdrait tout crédit auprès de l'électorat qui, depuis le 29 mai, aspire à un changement radical.

En 2007, Villepin ou Sarkozy auraient toutes chances de l'emporter.

Par contre, si Fabius suivait la voie déjà empruntée lors de la campagne référendaire, s'il gardait, en marge du PS, sa liberté d'expression, défendant une ligne d'union pour une politique réellement alternative en faveur des revendications populaires, il prendrait, dans ces conditions, la posture d'un leader incontesté, à gauche.

C'est à lui de répondre.

La violence dans les banlieues se fait, chaque nuit, plus réduite. Les conditions d'une nouvelle poussée de fièvre sont, cependant, toujours réunies. Quant à Sarkozy, il en rajoute en annonçant que tout étranger, y compris en situation régulière, qui prendrait part à telle ou telle action, jugée subversive par le pouvoir, serait immédiatement expulsé. L'opinion française, chauffée à blanc par les médias, approuve majoritairement les mesures de répression.

Par contre, le souvenir du couvre-feu établi pendant la guerre d'Algérie conduit la vraie gauche à s'insurger contre la politique gouvernementale. De l'autre côté de la Méditerranée, la mémoire collective conduit à un même réflexe.

Bonne nouvelle en Grande-Bretagne : Tony Blair vient de subir un grave échec aux Communes. Son projet de porter de 14 à 90 jours la garde à vue des personnes suspectées de lien avec le terrorisme a été rejeté par une majorité de députés, dont des dizaines d'élus travaillistes.

Le journal *Le Monde* a fait peau neuve depuis lundi 7 novembre (daté du 8). Pour ne parler que du contenu, l'orientation éditoriale n'a pas changé. La place réservée aux nouvelles, c'est-à-dire à la pure information (l'exposé objectif des faits) est pratiquement nulle, comme avant. *Le Monde* part d'un événement pour en tirer uniquement les commentaires qu'il juge bons de donner à ses lecteurs.

VENDREDI 11 NOVEMBRE

Une bonne nouvelle internationale : l'accession à la tête du parti travailliste d'Israël d'un dirigeant syndical, Amir Peretz, qui développe des idées de paix avec les Palestiniens. Sur le plan social, il affiche une volonté de combattre le libéralisme. Il a battu le vieux leader Shimon Pérès, qui symbolise l'entente avec la droite, dans le gouvernement Sharon.

Ce matin, à Marseille, les traminots votent sur un nouveau mot d'ordre de grève. Après 33 jours de conflit, ils avaient été contraints, le 7 novembre, de se remettre au travail, sur injonction des tribunaux qui se permettent, aujourd'hui, de juger du bien fondé d'une grève ! Quel sera le résultat de la consultation ? C'est sûrement très difficile, financièrement, de reprendre la lutte.

Attendons.

François Hollande, qui recommandait le 'oui' au référendum, est célébré en héros par tous le médias. Sa motion aurait bénéficié de 54,85% des suffrages des militants. Au contraire, Fabius, pour la presse, la radio et les télévisions, fait figure de 'looser'. Son avenir politique semble incertain.

Et le mouvement social ? Depuis le 4 octobre, aucune manifestation nationale n'a été programmée.

A Marseille, les grands conflits de la SNCF, des tramways, dans le cadre d'entreprises, comme à la firme Nestlé, n'ont bénéficié d'aucune solidarité d'envergure nationale organisée par la direction de la CGT. Dans le reste de la France, les manifestations, au niveau d'une profession, ont été des plus réduites.

La journée du 8 novembre, organisée par les syndicats CGT et FO de l'EDF, a rassemblé un millier de militants à Paris. Et sa préparation, des plus clandestines, au moment de la privatisation de 15% de son capital, laisse perplexe. L'accès à l'actionnariat aux salariés de l'entreprise, à des conditions avantageuses, réduit-elle leur combativité?

Heureusement, l'annonce d'une grève nationale reconductible à la SNCF, à l'appel de quatre fédérations, pour le 21 novembre, laisse encore l'espoir d'une démonstration sociale d'envergure.

SAMEDI 12 NOVEMBRE

Interdiction de toute manifestation ce jour à Paris, de 10 heures à dimanche matin, en application de l'état d'urgence. Cette mesure touche toute la population. Une rumeur, alimentée par des messages répercutés, dit-on, par internet, fait état d'une possible descente de la 'racaille' sur la capitale.

A quand la construction d'un 'mur' séparant Paris des banlieues populaires, telle la Seine-Saint-Denis.

Pas de Neuilly, bien sûr !

Toujours les classes dangereuses...

Et comme l'écrivait le journaliste bourgeois Emile de Girardin, dans le *Journal des Débats*, le 7 décembre 1831, quelques semaines à peine après la révolte des canuts à Lyon :

«Les Barbares qui menacent la société ne sont pas dans le Caucase, ni dans les steppes de Tartarie, ils sont dans les faubourgs de nos villes manufacturières».

Attentats spectaculaires à Amman, en Jordanie, contre trois hôtels de luxe. La guérilla populaire ne faiblit pas en Irak, où les pertes américaines et de ses collaborateurs sont en inflation constante. La résistance dénonce les actions menées entre communautés et contre des objectifs purement civils comme le fait d'éléments commandités par l'occupant.

L'évolution politique en Pologne inquiète les dirigeants européens. Le passage à l'euro n'est plus une priorité pour la nouvelle équipe à Varsovie. Et l'éventualité d'une alliance du PS avec des partis soupçonnés 'd'euro-scepticisme' crée des sueurs froides à Bruxelles.

Après la Belgique où des grèves nationales se succèdent, c'est au tour de la Grèce de cesser le travail. En Allemagne, la coalition SPD-CDU est parvenue à se mettre d'accord sur un programme de gouvernement : possibilité de licenciements arbitraires des salariés dans les deux premières années de leur embauche, hausse de la TVA de trois points, recul de l'âge de la retraite, telles sont les mesures phares de l'accord intervenu. Une telle politique devrait élargir la brèche ouverte dans l'électorat social-démocrate au profit du PDS-Links Partei.

LUNDI 14 NOVEMBRE

Les statistiques officielles l'assurent : les violences, dans les banlieues, se réduisent chaque nuit. C'est le moment choisi par le pouvoir pour prolonger l'état d'urgence de trois mois. Cette décision doit être votée mardi 15 par l'Assemblée. Déjà, l'ensemble des forces de gauche, politiques, syndicales et associatives, protestent et envisagent une manifestation mercredi. Mais le PS reste en dehors. Certes, sa fédération du 93 et les maires socialistes d'Ile de France se prononcent pour un vote négatif. Conclusion demain.

Le Monde, daté du 15 novembre, publie un sondage sur l'image du PS chez les Français.

Le journal titre en première page :

«L'opinion publique juge sévèrement le Parti socialiste».

En fait, quand on examine les réponses à la question :

«Pensez-vous que le Parti socialiste serait en mesure de faire mieux ou moins bien que le gouvernement Villepin ?»

la réponse la plus répandue, souvent majoritaire, est *'la gauche et la droite, c'est pareil'*.

C'est, sans doute, le principal reproche fait au PS.

MARDI 15 NOVEMBRE

Le Président de la République s'est adressé aux Français lundi soir, 14 novembre, discours solennel retransmis par toutes les radios et télévisions.

D'un côté, il justifie toutes les mesures de répression prises - état d'urgence prolongé de trois mois, sanctions menaçant les familles tenues pour responsables des actes répréhensibles, commis par leurs enfants mineurs, éloge de la police à l'encontre des jeunes des banlieues.

De l'autre, il dénonce le racisme, les discriminations, le mal vivre, de ceux qu'il nomme «*les enfants de la République*». Et d'annoncer, à leur intention, la création d'un 'service civique' facultatif. Il explique qu'entrent dans ce cadre, des propositions existantes comme les '*cadets de la République*', structure permettant aux jeunes de s'initier au métier militaire et policier. Une formation de nouveaux harkis ? Le Président utilise, par deux fois, le terme «*territoire*» pour qualifier les banlieues, dites '*sensibles*', dans le jargon officiel. Il s'agit certainement de 'territoires occupés' puisque, dans le même temps, le directeur de la police nationale annonce que

«des compagnies de CRS vont s'installer, d'une manière durable», dans les nouvelles ZEP.

Des Zones d'Exception Policière, en somme...

L'état d'urgence, outre le couvre-feu, prévoit le droit de perquisition de jour et de nuit et l'assignation à résidence. Officiellement, il vise à faire face à toute situation où '*l'ordre public serait menacé*'. Mais qui établit cette qualification ? Qui peut certifier qu'une grève longue, celle des tramontans marseillais par exemple, '*mettant en cause l'économie de la ville*', selon les propos de la Mairie, ne serait pas ainsi qualifiée? Déjà, des magistrats se sont permis de juger cette grève illégale. De même, demain, en cas de paralysie du système ferroviaire, si la grève nationale des cheminots, prévue le 21 novembre, se poursuit les jours suivants, dans le cadre de l'état d'urgence, que ferait le gouvernement ?

Les parlementaires socialistes vont voter contre la prolongation de l'état d'urgence, cet après-midi, à l'Assemblée. C'est un progrès par rapport à l'attitude prise par le PS, lors de son instauration, le 7 novembre.

Mais les prises de position des partis de gauche et des syndicats ne sont pas à la hauteur du danger de la politique de répression de Chirac, de Villepin et Sarkozy. La peur d'être assimilé 'aux jeunes qui brûlent des voitures' conduit à un conformisme qui refuse de faire la lumière sur les raisons essentielles des révoltes des banlieues.

MERCREDI 16 NOVEMBRE

L'Assemblée a voté, hier, l'état d'urgence. Les groupes de gauche s'y sont opposés. Mais quelques députés socialistes n'ont pas suivi la consigne, en s'abstenant. Parmi eux, Manuel Valls, ancien porte-parole du gouvernement Jospin ...

La lecture intégrale du texte de la loi de 1955, publié par *L'Humanité* et *Le Monde*, montre les graves dangers que son application fait planer sur la démocratie. Une grève paralysant un secteur d'activité ou une manifestation redoutée du pouvoir, pourraient être qualifiées de '*menaces à l'ordre public*' et jugées '*illégal*es'.

Les cheminots ont confirmé leur mot d'ordre de grève reconductible pour le 21 novembre.

Quant aux traminois marseillais, leur grève continue. Ils en sont à leur trente septième journée et, à nouveau, ils sont menacés d'un jugement du tribunal, considérant leur grève 'illégal'! Sur quelles bases la justice peut-elle rendre de tels arrêts ?

On apprend également que José Bové vient d'être condamné à quatre mois de prison ferme pour s'être impliqué, l'été dernier, dans un arrachage de plantations de maïs transgénique. Les autres inculpés bénéficient du sursis.

Les affaires de corruption où sont mêlés politiciens et patrons proches du pouvoir ne sont jamais traitées en 'flagrant délit'. Quand, parfois, des jugements sont rendus, ceux-ci sont d'une grande clémence. Il est vrai qu'alors, on est entre soi...

A propos, Daniel Bouton, PDG de la Société Générale, mis en examen il y a déjà plusieurs années pour '*blanchiment d'argent sale*', poursuit sa carrière, comme si de rien n'était.

La 'violence à argent' est moins grave que la 'violence à agent'.

JEUDI 17 NOVEMBRE

Après les déclarations de Nicolas Sarkozy, à Argenteuil, sur la 'racaille' des banlieues, le ministre poursuit son offensive sur le thème «*la violence est le fait à 80% de délinquants, 'bien connus des services de police'*».

Il ne s'agit pas d'un dérapage verbal, mais d'une campagne d'envergure, reprise par les droites et les médias pour stigmatiser les jeunes des banlieues en général. Les sondages font du ministre de l'Intérieur le Zorro de l'Ordre : 68% des Français approuveraient son action. Cette mise en condition de l'opinion fait partie du scénario qui se joue aujourd'hui. Cela va de pair avec la volonté de dénoncer le laxisme des magistrats, ceux de Bobigny en particulier, qui mettent en cause les statistiques de la police.

Chacun doit mesurer le danger extrême de ce que représente le 'sarkozysme'. Il ne s'agit pas seulement d'une ambition personnelle présidentielle. Il représente une perspective politique d'ensemble qui correspond aux besoins ressentis par un capital financier internationalisé : instaurer en France un régime autoritaire, voire totalitaire, pour mettre en tutelle un peuple réticent, qui a osé répondre NON au projet de constitution.

Pour atteindre cet objectif, les violences des banlieues, quotidiennement télévisées, offriraient, avec ses incendies de voitures et de bâtiments publics, un moyen magnifique de 'faire peur aux passants'. 'Alerte ! Les barbares qui menacent la société sont dans les faubourgs' !

Sarkozy n'a rien inventé.

VENDREDI 18 NOVEMBRE

Le Monde, tout au long de ces jours, fait la leçon au PS en lui opposant l'attitude du SPD et des autres partis sociaux-démocrates d'Europe. Les socialistes français seraient encore 'prisonniers des vieux schémas' d'une gauche 'archaïque', qui n'aurait rien compris aux contraintes de la mondialisation. Par contre, l'alliance SPD-CDU, avec son programme réaliste de gouvernement, est un bon exemple qu'il faudrait, selon le quotidien du soir, imiter en France...

Rappelons-en les éléments essentiels : âge de la retraite porté à 67 ans, TVA majorée de 3%, réduction drastique du temps d'indemnisation pour les chômeurs...

A propos de la Chine... Tous les médias, et *Le Monde* parmi eux, n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer le sort de la grande majorité des Chinois, les paysans en particulier, victimes massives de la politique de leur gouvernement.

Les émeutes sociales seraient le signe évident de la misère de plus en plus grande, dans laquelle les autorités les maintiennent. Pourtant, dans son numéro daté du 2 septembre 2005, *Le Monde*, faisant état de statistiques établies par la Banque Asiatique de Développement, écrit :

«C'est la Chine, grâce à la croissance très forte qu'elle connaît depuis une dizaine d'années, qui enregistre les meilleures performances en matière de lutte contre la pauvreté».

Et d'ajouter :

«Le nombre de personnes extrêmement pauvres y est passé de 377 millions en 1990 à 173 millions en 2003».

Conclusion de l'étude signée par Pierre-Antoine Delhommais :

«La Chine ne compterait plus, dans dix ans, que 2 millions d'individus extrêmement pauvres. Ce fléau serait ainsi quasiment éradiqué du plus grand pays de la planète».

Le même journal, dans son numéro daté du 18 novembre 2005, fait état d'une étude de l'OCDE publiée le 14 novembre. Après avoir rappelé que

«l'agriculture chinoise est pénalisée par la relative rareté des zones cultivables – seulement 10% de la superficie mondiale – et de l'eau»,

l'étude précise :

«Entre 1990 et 2003, la production a progressé de 90% avec une hausse de 60% des récoltes et de 145% de la production de bétail (...) Parallèlement, les revenus des agriculteurs chinois ont aussi vivement progressé – ils ont plus que triplé entre 1980 et 2000 – ce qui a largement contribué à la diminution de la pauvreté dans le pays. Selon la définition utilisée par la Banque mondiale (moins de 1 dollar par jour), 400 millions de Chinois vivant dans les zones rurales sont sortis de la pauvreté entre 1979 et 2002. Il en resterait encore 88 millions en 2002».